

Évreux, le 30 mars 2020

Monsieur le Préfet de l'Eure  
Préfecture de l'Eure  
Boulevard Georges Chauvin  
27000 Évreux

Monsieur le Préfet,

Nous avons été alertés sur la situation d'une mère originaire du Sahara occidental (\*) avec ses trois enfants scolarisés depuis septembre 2019, demeurant à Évreux et demandeuse d'asile qui a fait l'objet d'un transfert en Espagne dans le cadre de la procédure Dublin.

Son expulsion du territoire français serait intervenue le 16 mars, soit quelques jours après la fermeture des établissements scolaires et quelques heures avant l'allocution du Président de la République annonçant un confinement sur l'ensemble du territoire français et la décision de mettre en œuvre un « état d'urgence sanitaire » face à la pandémie du Coronavirus.

Le Président de la République a demandé de faire « preuve d'esprit solidaire, de sens des responsabilités » et il a souligné que « toute l'action du Gouvernement et du Parlement doit être désormais tournée vers le combat contre l'épidémie. »

Rien ne permet de comprendre la nécessité absolue de procéder de façon précipitée à ce transfert vers l'Espagne.

Le règlement Dublin, qui prévoit que les demandeurs d'asile arrivés en France soient renvoyés dans le pays de l'UE qui les auraient préalablement identifiés, est totalement injuste et irrationnel. Cette expulsion vers l'Espagne est particulièrement choquante au regard de la vulnérabilité de cette famille en l'absence de garantie d'hébergement et dans un pays gravement frappé par la crise du Coronavirus.

Nous vous demandons pour cette famille le rapatriement en France et l'abandon systématique des transferts ou des expulsions hors de France.

La pandémie due au Coronavirus et la fermeture de quasiment de tous les lieux publics, le confinement maximum des populations interdisant des déplacements, soulèvent nombre de questions pour les populations les plus fragiles, particulièrement celles d'origine étrangère que nous accompagnons.

C'est pourquoi, nous vous demandons en urgence, de prendre un certain nombre de dispositions, que nous vous adressons en annexe, et notamment :

- dans le respect du droit à la santé pour toutes personnes, la fermeture de tous les lieux d'enfermement des étrangers et la libération de toutes les personnes enfermées dans ces lieux (CRA,...) avec le droit pour ces personnes de retourner dans leur département habituel de résidence et la mise à l'abri de celles qui n'ont pas de domicile ;
- les déplacements étant déconseillés, la suspension de l'obligation d'aller signer au commissariat ou dans les gendarmeries pour toutes les personnes assignées à résidence ;
- la réquisition de locaux pour qu'un accueil et un hébergement digne et respectueux des conditions sanitaires soient offerts à toute personne sans résidence stable et quel que soit son statut ou sa situation.
- la suspension de toutes les décisions préfectorales concernant les étrangers en matière d'expulsion quelle que soit leur situation administrative.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous assurons, Monsieur le Préfet, de notre considération distinguée.

Pour le CEFED-ASTI d'Évreux  
Le co-président,

*signé*

Patrick PIERRE

*(\*) L'annexion du Sahara occidental par le Maroc n'a pas été reconnu par l'ONU*